

6 juin 2007 : occupation

200 sans papiers occupent à nouveau la Fac de droit à Lille!

15h : Les sans papiers pénètrent et occupent le hall de la Fac de Droit. Femmes, enfants, hommes sont assis à terre s'enchaînant les uns aux autres et scandant les slogans du CSP59.

16h : La police se pointent. Les sommations d'usage sont lancées puis c'est l'évacuation manu militari. Un blessé hospitalisé. Durant l'expulsion une sans papiers est insultée par un policier : « pute », choquée elle exprime sa révolte avec colère à un officier de police : « ce n'est pas qu'on m'ait frappé qui me fait mal, mais l'insulte pute, c'est une atteinte insupportable à ma dignité, on devrait à apprendre aux policiers à respecter les gens ».

Pourquoi à nouveau occuper la fac de Droit? Parce que tout simplement la doyenne de cette faculté sensée former les magistrats et avocats du pays berceau des droits de l'homme a insulté les sans papiers lors de la première occupation. Elle a parlé « de salubrité et d'hygiène » pour motiver sa décision d'expulsion des sans papiers par la police. La presse nous a appris par la suite que le syndicat fasciste l'UNI pro-front national (FN) a entrepris la doyenne la soutenant dans sa décision rendant encore plus scandaleuse celle-ci.

Dans le cadre de leur campagne dans la campagne électorale présidentielle et législative les sans papiers sont revenus là pour demander à la doyenne et au président de la Fac formatrice de la conscience juridique de la France : « de dire le droit et non d'obéir aux délires injonctives racistes de l'UNI sur les sans papiers et l'immigration en générale ».

Une fois évacués de la fac de Droit, plus de 300 sans papiers et habitants de Lille Moulins se sont dirigés en manifestant vers la Place de la République, lieu traditionnel de rassemblement des sans papiers et soutiens depuis 11 ans.

Coup de théâtre : Les manifestants sont bloqués par une compagnie de CRS dans une rue. Le chef de la compagnie de CRS tient ses propos étonnant : « *Le jeu est terminé, nous additionnons les infractions à l'ordre public que vous avez commis, vous devez vous rendre à la Place de la République par la rue Nicolas le Blanc par les trottoirs, c'est ce que nos chefs ont décidé* ». Le porte parole du CSP59 répond : « *Vous nous obligez donc à emprunter une rue qui va dans le sens contraire de la circulation avec tous les risques d'incidents que vous créez ainsi, alors que justement nous avons emprunté cette rue pour respecter le code de la route et aller dans le sens normal de la circulation, mais comme vous nous l'imposez nous prendrons la rue Nicolas Le Blanc qui est en sens unique, donc en contresens, vos chefs et vous serez totalement responsables de tout incident* ».

Cette tentative d'intimidation est un signe clair d'énervement et de perte de sang froid. C'est une

tentative illicite de l'Etat de mettre le mouvement social des illégaux sans papiers en situation de hors la loi pour les accuser ensuite frauduleusement d'acte de « trouble à l'ordre public ». C'est une tentative de susciter frauduleusement la colère des automobilistes contre les sans papiers, voire de créer des incidents entre ceux ci et les sans papiers pour ensuite utiliser ce forfait camouflé pour criminaliser les sans papiers. C'est la recherche par les moyens de brigands de grand chemin de pousser le mouvement citoyen, pacifique et démocratique des sans papiers à la faute pour avoir enfin le prétexte légal de l'incriminer. C'est un véritable acte provocateur policier et répressif de « *trouble à l'ordre public* » planifié et orchestré par l'Etat du pays berceau des droits de l'homme, apparemment prêt, dans son désarroi, à utiliser les bassesses insupportables de l'arbitraire érigé en gouvernance pour se débarrasser de la visibilité collective des sans papiers.

Cela nous rappelle janvier et décembre 2003 : d'abord la répression avec gazage au lacrymogène sur la place de la République et ensuite sur 389 manifestations épingler 8 pour organiser un procès contre le porte parole du CSP59. On se souvient du fiasco lamentable d'alors. M. Sarkozy était Ministre de l'Intérieur, aujourd'hui comme le chantent les sans papiers le « fils d'immigré qui veut nous fatiguer » est devenu président.

« L'Etat hors la loi », nous sans papiers connaissons cela dans nos pays d'origine, il faut croire que la « mondialisation rend cette maladie que nous pensions localisée dans les nôtres contagieuse même pour le pays berceau des droits de l'homme ». C'est tout simplement grave et triste!

Nous l'avons déjà dit : Rien, absolument rien ne nous fera retourner dans l'ombre, y compris les annonces médiatiques du boutefeux le ministre Hortefeux de « l'identité française...américanisée », c'est à dire ethnicisée. « La clandestinité, on en veut pas, car c'est la délinquance, la toxicomanie, le vol », or en réalité les politiques de l'immigration, c'est la fabrication des hors la loi de la République. Voilà justement ce que nous refusons d'être. Alors, comme on doit s'arrêter de « jouer », régularisez!